



Rôle et missions du CIL d'Orange-France Télécom: nouveau dans la continuité

Marie-Gaëlle Choisy
Direction Juridique Groupe
CIL
14/10/10



Historique du CIL à France Télécom

- Ancienne administration dotée d'un CIL
- Conservation de la fonction de CIL lors de ses différents changements de statut
 - Désignation officielle du CIL



La désignation du CIL: une fonction officiellement reconnue par la loi ainsi qu'en interne

- Désignation d'un CIL mutualisé à compétence étendue
- Notification de cette désignation auprès des CE et de la CNIL
- Relevé de décision du DJG largement diffusée



Le rôle du CIL: un interlocuteur dédié spécialisé tant pour l'entreprise que pour la CNIL

- Expert en matière de protection des données à caractère personnel pour l'entreprise
 - Intermédiaire dédié pour la CNIL
- Chargé de diffuser la « culture informatique et libertés, de faciliter les formalités préalables et de gérer les plaintes

Marie-Gaëlle Choisy
Direction Juridique Groupe Orange-FT
CIL
14/10/10



Les missions du CIL: une centralisation bénéfique pour une meilleure application des règles

- Les registres du CIL: missions de conseil , de recommandation et d'alerte du CIL concernant l'ensemble des traitements de l'entreprise
 - La gestion des plaintes: un bon baromètre pour détecter les dysfonctionnements et y remédier
- Les formations et la communication: moyens de sensibilisation et d'appropriation de la culture « informatique et libertés » à tous les niveaux de l'entreprise



Les missions du CIL: une centralisation bénéfique pour une meilleure application des règles

- Les outils d'autodiagnostic: un outil pédagogique et un premier filtre indispensable pour les opérationnels
- Les relations privilégiées du CIL avec la CNIL : moyen indispensable de mieux faire connaître la CNIL dans le Groupe et d'établir des relations constructives et pérennes avec celle-ci, notamment à l'occasion de la présentation de nouveaux projets sensibles

Quel devenir du CIL?

- Vers une fonction obligatoire? Pas seulement en France mais aussi dans les autres Etats-membres de l'UE, à l'instar de l'Allemagne? Quid des Etats hors de l'UE?
- Vers une convention internationale sur la protection des données à caractère personnel? Un premier pas avec la résolution de Madrid du 5 novembre 2009 portant adoption de standards internationaux



Merci de votre attention

Marie-Gaëlle Choisy
Direction Juridique Groupe Orange-FT
CIL
14/10/10